

"Le traité néfaste" dans L'Humanité (5 décembre 1951)

Légende: Le 5 décembre 1951, à la veille des débats sur la ratification du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) à l'Assemblée nationale, le quotidien communiste français L'Humanité critique les fondements du nouveau traité européen et appelle à lutter contre la mise en oeuvre du plan Schuman.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 05.12.1951, n° 2255; 48e année. Paris: L'Humanité.

Copyright: (c) L'Humanité

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"le_traite_nefaste"_dans_l_humanite_5_decembre_1951-fr-c03b3734-abbd-4a5e-9ed5-bb965579f0e2.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Le traité néfaste

La lettre de Jacques Duclos au Comité central d'entreprise d'Usinor, publiée aujourd'hui dans « l'Humanité », est un document de première importance. Cette lettre développe la position du Parti Communiste Français sur le traité signé en avril et baptisé plan Schuman, dont la discussion commence demain devant l'Assemblée nationale.

Rappelons en quoi consiste la grave décision américaine à laquelle Schuman, ancien ministre de Pétain, a prêté son nom. Il s'agit de mettre en commun les industries du charbon et de l'acier de six pays : Allemagne occidentale, France, Italie, Belgique, Hollande et Luxembourg. Ces industries seront soustraites à la souveraineté nationale et soumises à la toute-puissance d'une « haute autorité » cosmopolite dont les milliardaires américains tireront les ficelles. Les droits de douane sur le charbon, le minerai et les métaux ferreux seront supprimés. La « haute autorité » aura le droit de fermer les entreprises jugées les moins avantageuses. Elle pourra transférer leurs ouvriers dans un autre pays, c'est-à-dire les déporter. Les salaires seront uniformisés, pour toute la communauté, au niveau du pays où ils sont le plus bas.

Dès son apparition, il y a un an et demi, le plan Schuman a été caractérisé par notre Parti comme un plan de guerre et de trahison, de ruine et de misère.

« Il vise — déclarait Maurice Thorez au Comité Central du 23 juin 1950 — à faire de l'Allemagne de l'Ouest la base principale des agresseurs américains en accélérant son relèvement économique, politique et bientôt militaire. »

Maurice Thorez voyait juste. Foulant aux pieds les accords de Potsdam, les Américains ont fait de la Ruhr le principal arsenal de l'agression en Europe. Ils exigent maintenant que les réserves de minerai de fer français soient mises à la disposition de cet arsenal, afin de pourvoir sur place, entre autres, aux besoins des divisions de la nouvelle Wehrmacht.

Mais le plan Schuman ne tend pas seulement à fournir aux généraux hitlériens revanchards une puissante économie de guerre. Il aboutit à ruiner l'industrie française au profit des magnats de la Ruhr et de leurs patrons yankees.

La prédominance des potentats allemands dans la « communauté » est en effet assurée puisque leur production de charbon et d'acier est la plus forte. De plus, les prix de revient allemands étant inférieurs aux nôtres, les mines françaises vont se trouver automatiquement menacées de fermeture. Il en est de même pour maintes usines métallurgiques, infériorisées au point de vue technique. En bref, c'est le retour à la désindustrialisation de la France projetée naguère par Pétain et les nazis.

Quant aux travailleurs, le plan Schuman leur offre comme perspectives l'alignement de leurs salaires sur ceux de leurs camarades allemands et italiens surexploités, et, pis encore, le chômage ou la déportation outre-Rhin.

Ainsi, Maurice Thorez disait vrai quand il expliquait aussi dans son discours de juin 1950 que le plan Schuman comporte pour la France :

« ...la suppression de toute trace d'indépendance nationale ; la perspective d'une aggravation de la situation économique, de la liquidation de nombreuses entreprises, de l'abaissement du niveau de vie des masses. »

Mais les communistes ne sont plus seuls, aujourd'hui, à voir et à dire ces choses. Tous les travailleurs, notamment dans les industries menacées les premières, expriment leur inquiétude, et la résolution de la

Fédération F.O. du Sous-Sol en est aujourd'hui le reflet. Pour leurs raisons à eux, de nombreux patrons protestent contre un traité qui les ruine en même temps qu'il ruine la France. Et les simples Français qui haïssent la guerre refusent désormais de croire que la protection de la paix puisse être confiée aux marchands de canons de la Ruhr.

Ainsi peut se réaliser contre le plan Schuman à la fois le front uni des travailleurs et le front national de tous les Français, sans distinction d'opinions et de conditions sociales, qui aspirent au rétablissement de l'indépendance de leur pays et à la paix.

Si elle s'élargit et se consolide très vite, cette union agissante peut empêcher la mise en œuvre du néfaste plan Schuman.

Les communistes, pour leur part, ne ménageront aucun effort pour atteindre ce but.

Etienne FAJON.